Nous sommes en juin, et la vie reprend à peine. Il y a trois mois, le président de la République et son gouvernement décidaient le confinement total de la France.  L'heure était à l'urgence sanitaire, aux gestes barrières sans les masques qui ne servaient à rien, sans tests non plus, pas indispensables, sans équipements pour les soignants, blouses et gants, bref, une gestion de crise approximative et visiblement aucunement préparée.

Face à cette incurie de l'État, les collectivités locales se sont organisées et ont proposé notamment dans les Alpes-Maritimes, des solutions, des protections, des initiatives, des solidarités, tant sur le plan communal que départemental. Le maître mot était la protection des individus et les Alpes-Maritimes ont été bien moins touchées que d'autres coins de France.

Que doit-on penser de cette période qui a vu les Français obligés de changer radicalement de comportement du jour au lendemain ? Que les Gaulois réfractaires ont bien suivi les consignes même si ça et là, il y a eu des résistances notamment en Seine St-Denis, l'un des départements s les plus touchés.  Que l'utilisation de gel hydro alcoolique, de masques, de gants, de distanciation sociale, sont entrés dans les mœurs, distendant durablement sans doute, la proximité, la sociabilité, la convivialité. Retrouverons-nous un jour les bises, les mains serrées, les prises dans les bras ? Sans doute pas demain…

Bien sûr, beaucoup se disent, dont nous sommes, que tout aurait pu être géré autrement, avec plus de prévention, des masques d'emblée, des gants, du gel, et tout l'équipement pour les personnels soignants et les autres qui ont été laissés à l'abandon et à la débrouille. Si cela avait été fait dès janvier, nous aurions pu économiser les dizaines voire centaines de milliards d'euros que ce confinement va coûter à la France comme à d'autres économies européennes et mondiales.

Dès lors, au lieu de spéculer sur une reprise de cette pandémie venue de Chine, ne doit-on pas s'interroger sur la crise économique et sociale qui s'annonce avec déjà les prémisses comme les licenciements chez Renault ? Quid des belles déclarations sur la relocalisation industrielle et autres ? Le pays enregistre 800 000 chômeurs supplémentaires à l'heure où nous écrivons ces lignes. Qu'en sera-t-il à la fin de l'année ? Dans ce contexte, il était urgent que le 2ème tour des Municipales ait lieu fin juin pour que les exécutifs locaux se mettent en place afin de venir en aide aux commerces, aux petites entreprises, aux plus démunis…

Il est certain que cette crise aura aussi des suites judiciaires avec des commissions d'enquête, des plaintes de particuliers, des entreprises ruinées, des gens désespérés parce qu'ils ont perdu un proche où qu'ils n'ont plus d'avenir. Nous sommes en juin et le pays a changé, il s'est transformé en méfiance généralisée où plus personne ne croit dans les dires

du pouvoir, ni parfois en l’avenir…

**Pascal Gaymard**

## Partager :

- Twitter
- Facebook
- LinkedIn

Prénom ou nom complet
Email
☐ En continuant, vous acceptez la politique de confidentialité
S'abonner à la newsletter